

du SANG sur nos FRINGUES

Le 24 avril, le toit de l'usine textile Rana Plaza s'effondrait au Bangladesh, faisant 1127 morts, essentiellement des femmes. Cet intolérable événement a permis de jeter une lumière crue sur les conditions de vie de ces ouvriers-res : évanouissements liés aux cadences, salaires de misère (30e par mois), nombreux accidents mortels liés aux installations de fortune, etc.

Après avoir chercher à nier leur participation directe à cet esclavage et sous couvert d'opacité de la sous-traitance qu'ils ont eux-mêmes initiée, de grands groupes (Carrefour, H&M, Zara, etc) ont fait savoir qu'ils étaient, avant la catastrophe, justement... sur le point d'aboutir à de nouvelles « chartes ». Devant l'évidence, ce grossier subterfuge n'a pas fait long feu : les plus exposés d'entre ces groupes ont dû se résoudre à parapher un accord a minima sur la sécurité de leurs usines et tenter de sauver leur image écornée à cette occasion. **Certains comme Pimkie, H&M, Leclerc ou Camaïeu... semblent jouer la montre et invoquent de scandaleux prétextes pour différer leur signature.**

Cet accord, s'il enregistre la possibilité de contester le despotisme patronal, est pourtant très limité : l'indépendance, le financement, le caractère contraignant de ces comités d'experts chargés de contrôler la sécurité des usines sont loin d'être assurés. Leur contournement par une délocalisation ou l'instauration d'un nouvel échelon de sous-traitance demeurent très probables.

L'Union Européenne, grande ordonnatrice de la déréglementation douanière et principal importateur de produits bangladais, par la voie de sa funeste commission, y est allée, elle aussi, de sa petite plainte, exhortant l'Etat bangladais à « agir immédiatement ». Un comble ! **Qu'attend l'UE pour prendre d'énergiques mesures douanières relatives au sort des ouvriers bangladais ?** De telles mesures limitant la concurrence entre les travailleurs-ses d'Europe et les autres, bénéficieraient à tous, à l'exception, il est vrai, d'une poignée de voraces capitalistes.

Le gouvernement bangladais a effectivement écouté l'U-E en demandant poliment, par le dialogue des balles policières, aux ouvriers-res en grève qui occupaient la rue, de retourner dans leur usine de mort afin d'oublier ce facheux accident. Apparemment, exiger le paiement des frais médicaux engagés pour soigner les blessés ainsi qu'un salaire de 100 euros mensuel excédait largement ce que ces milliardaires du CAC40 étaient prêts à consentir dans les circonstances présentes. La 1ère ministre bangladaise a également prié les ouvriers-res de ne pas brûler ce bel outil de travail qui a envoyé leurs sœurs dans la tombe. Vous voyez qu'on ne peut pas discuter avec ces ouvriers-res ensauvagés-es !

Dans les milieux d'affaires, on laisse déjà entendre que ce pays « n'est plus une solution durable » et on lorgne déjà sur les marges substantielles que pourrait offrir l'exploitation des petites kenyennes, des petits birmans ou des petites éthiopiennes, qu'on espère plus dociles parce qu'ils et elles n'ont pas encore connu l'amère expérience de catastrophes analogues à celle du Bangladesh.

Quant à nous, allons-nous continuer à nous pâmer devant ces dernières collections de mode couvertes de sang ou trouver d'autres solutions pour nous vêtir ? Allons-nous faire savoir tapageusement à ces assassins et à ces exploiters que nous ne les laisserons pas tranquilles tant qu'il ne sera pas donné satisfaction aux frères et sœurs du Bangladesh ainsi qu'à tous les autres ?

Rana Plaza dans nos magasins ! PIMKIE, ZARA, CAMAIEU, CARREFOUR, H&M, LECLERC... ASSASSINS ! ETATS, U-E COMPLICES !

CLAR (comité de liaison et d'action Rennais)

Pour entamer la lutte avec nous,
AG du Clar, samedi 1er juin, à 17h
local du MCPL (22 rue de Bellevue)

clar@riseup.net
clar35.overblog.com